

Mutations technologiques et accès à l'information au Burkina Faso : vers une presse en langues burkinabè en ligne

Emmanuel T. SAWADOGO*

Résumé

L'information écrite et son accès ont un rôle central dans la construction de toute nation. Au Burkina Faso, pays multilingue par excellence, les pouvoirs publics multiplient les efforts pour le développement d'un environnement lettré à travers, entre autres, des campagnes d'alphabétisation en langues burkinabè. Mais à quoi sert-il d'être alphabétisé si l'information, le savoir tout simplement est inaccessible au citoyen alphabétisé du fait d'un monolinguisme institutionnel, d'une faiblesse de l'offre de contenus en langues burkinabè et d'une diffusion de l'offre de l'information en langues burkinabè archaïque ?

Le présent travail s'intéresse à la presse écrite en langues burkinabè. Aussi, la situation de la presse écrite en langues burkinabè, le contexte multilingue et la question de la pénétration des TIC au Burkina Faso sont-ils analysés pour mettre au jour les solutions les plus à même de permettre au Burkina Faso d'intégrer toutes les couches sociales burkinabè dans la Société de l'Information et traduire ainsi dans les faits le droit à l'information à tous les citoyens Burkinabè pour amorcer la construction d'une nation prospère sur des bases stables.

Mots-clés : Accès à l'information-Presse en langue burkinabè en ligne-TIC-Distribution

Technological change and access to information in Burkina Faso : towards local language press online

Abstract

The written press and the acces of the population to it play a central role in the building of any nation. In Burkina Faso, a multilingual country par excellence, government officials are making a lot of efforts so as to develop an environment of literacy through, among others, campains for literacy in local languages. However, is it useful to be able to read and write in one's local language, if citizens cannot have acces to information and knowledge because of an institutional monolingualism, a weak supply of information in local languages and an archaic diffusion of local language driven information?

In this work, we shall be interested in the local language driven press in Burkina Faso. Therefore, we shall analyze the situation of the written press in local languages in Burkina Faso, the multilingual context and the question of Information and Communication Technologies (ICTs) penetration among the population so as to highlight some solutions which can help to integrate all social classes into the Society of Information; and also to translate in to real facts the right of the Burkinabe citizens to information in order to help build a prosperous nation on a stable and viable basis.

Keywords : Acces to information-Local language press online-ICT-Diffusion

* Université de Ouagadougou/IBAM - emmanuel.sawadogo@univ-ouaga.bf - emmanuel_sawadogo@yahoo.fr

Introduction

Les sociétés africaines sont qualifiées de sociétés à tradition orale. Ce qualificatif a du sens sans doute mais il n'est pas une caractéristique propre aux sociétés africaines. Toutes les sociétés au monde sont à tradition orale, les sociétés occidentales y comprises. Il suffit d'observer deux faits en occident pour s'en convaincre :

- les chaînes de télévision tournent 24 heures, les 365 jours de l'an ;
- les contes et comptines, sur CD, DVD et livres électroniques, se vendent bien dans les librairies.

Objectivement parlant, les sociétés occidentales sont à la fois à tradition orale et à tradition écrite. L'écrit remplit des fonctions spécifiques – stabilisation, normalisation, transmission, conservation de l'information, gouvernance et sauvegarde des patrimoines – en stricte complémentarité avec l'oral dans les sociétés occidentales.

Aux États-Unis d'Amérique et en Europe, les TIC sont présents dans tous les secteurs de la vie et Internet gagne du terrain sur tous les autres médias en tant que source d'information des populations.

En Afrique, la tradition orale est reine. Elle a ses riches valeurs, son esthétique et toute sa place. Cependant, elle ne peut pas remplir toutes les fonctions nécessaires dans une société de l'information. La réalité est que la grande majorité des populations africaines n'a pas accès à l'information écrite, notamment la presse écrite alors que chaque année, et ce depuis 1969, le Burkina Faso alphabétise à coup de milliards de francs CFA ses populations dans plusieurs langues burkinabè. Les raisons de cette exclusion sont multiples.

Le présent travail aborde la question de l'accès universel à l'information de la presse écrite burkinabè au Burkina Faso sous le double angle des mutations technologiques observées dans le monde entier et la gestion du multilinguisme au Burkina Faso. Le choix de traiter de cette question se justifie, étant entendu que l'accès universel à l'information écrite crée, dans un pays, les conditions minimales nécessaires à la consolidation de sa démocratie et de son développement. Internet s'affirme de plus en plus aujourd'hui comme l'une des principales sources d'information au côté de la télévision. Au Burkina, la thèse de la non qualification des populations rurales à utiliser/exploiter le téléphone portable n'a plus cours : les TIC connaissent un taux de pénétration de plus en plus conséquent. Dans les villages, les paysans expriment leur grande intelligence en manipulant les téléphones portables sans l'aide des lettrés en français. Le parc mobile burkinabè est passé de 1 111 363 à 9 976 105 entre 2006 et 2012. Le marché de la téléphonie mobile va donc grandissant et les services offerts évoluent vers le *triple play*. Dès lors, la question qui se pose alors est la suivante : comment faire des TIC une véritable opportunité de développement de la démocratie dans un pays comme le Burkina Faso, seule base durable d'un développement économique et social de ce pays.

Après un aperçu sur l'impact des mutations technologiques sur les presses écrites, la situation de la presse écrite en langues burkinabè, la question de l'accès à l'information de la presse par les populations burkinabè et le contexte technologique du Burkina Faso, le présent article propose un dispositif pour une presse en ligne en langues burkinabè basé sur le téléphone portable et une série d'autres technologies sans fil afin de traduire dans les faits *le droit à l'information* et respecter les *droits linguistiques* de la très grande majorité des Burkinabè non francophones.

Presse écrite et mutations technologiques

Comme mentionné plus haut, Internet tend à devenir sur la principale source d'information dans les pays occidentaux. Par ailleurs, toutes les études montrent une diminution du nombre de lecteurs de journaux sur support papier et par conséquent la chute des ventes des journaux sur support papier dans tous les pays occidentaux. Cette nouvelle donne explique d'une part la migration des journaux traditionnels pour s'installer sur le Web et l'émergence de la Relation Presse en ligne des entreprises qui s'appréhende à la fois comme une nouvelle stratégie et un paquet de nouvelles techniques de Relations Presse des entreprises.

Internet, en faisant émerger de nouveaux médias et outils de communication, a généré de nouvelles propriétés à l'information. En effet, l'information est d'abord sur un support dématérialisé. Ensuite elle est continue, flexible et interactive. Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui, Internet soit le média préféré dans les pays occidentaux devant la télévision et la part qu'elle occupe dans le champ médiatique soit en pleine extension. À titre d'illustration, la consommation de l'information se fait à hauteur de 39,9% en France aujourd'hui sur Internet contre 36% environ pour la télévision.

Les journaux traditionnels de grande notoriété qui sont désormais installés sur le Web sont légion. Pour le seul cas de la France, l'on peut citer :

- Libération,
- Le Monde,
- Le Monde Diplomatique,
- Le Figaro,
- La Croix,
- L'Humanité,
- Le Point.

Au Burkina les journaux écrits ont été sensibles aux mutations technologiques : la plupart des quotidiens burkinabè, qui sont exclusivement d'expression française, ont des sites d'information en ligne. Il existe également des portails et sites d'information en ligne : *Lefaso.net*, *Courrier confidentiel* et *Zoodomail*... Toutefois, les projets éditoriaux avec des contenus et des outils spécifiques pour le Web ne sont qu'à leurs timides débuts. Les contenus publiés sur les sites des journaux sont en très grande

partie des copies de la version papier des livraisons de chaque journal. D'ailleurs, ces sites d'information ne sont pas également régulièrement actualisés alors que l'information sur le Web se caractérise par son instantanéité. Certains journaux écrits en langue française ont mis en place des équipes de rédaction de versions en ligne de leurs informations.

En somme, les mutations technologiques ont eu pour conséquence la migration des journaux traditionnels pour s'installer sur le Web, nouveau territoire de prospérité annoncé pour la presse écrite contemporaine.

Situation de la presse écrite en langues burkinabè

Selon les statistiques de l'Association des Editeurs et Publicateurs de Journaux en Langues Nationales (AEPJLN), il existe seize (16) journaux actifs édités en langues burkinabè. Par ailleurs, KEDREBEOGO G. et YAGO (1982), relèvent 59 langues parlées au Burkina Faso. Sur ces bases, l'on obtient 27,11 % des langues burkinabè utilisées dans la presse écrite. Parmi ces 16 journaux actifs recensés par l'AEPJLN, neuf (9) sont d'expression moorephone, soit une part de 56,25% du volume des journaux écrits en langues burkinabè. Deux journaux utilisent le julakan comme langue de publication (soit 12,5 % du volume des journaux écrits en langues burkinabè). Les cinq autres journaux sont édités dans les langues suivantes : *gulumancema*, *fulfulde*, *sissala*, *nuni* et *lyele* soit 6,25 % du volume de journaux écrits en langues burkinabè pour chacune. Au total, sept (7) langues burkinabè sont des langues de la presse écrite active au Burkina Faso. Le cumul des locuteurs de ces sept (7) langues à partir des travaux de KEDREBEOGO G. (2007) représente 71 % des Burkinabè. Le *moore* est parlé par 50,19 % des Burkinabè (*ibidem*).

Malgré les mutations technologiques et surtout les opportunités qu'offrent les TIC, tous ces journaux en langues burkinabè sont toujours et exclusivement édités sur du support papier. Le plus bas tirage est de 500 exemplaires et le plus grand tirage est de 3500 exemplaires. Ces journaux se vendent en grande partie dans les zones rurales. Par ailleurs, l'on ne note pas à notre connaissance un seul quotidien en langues burkinabè. Ceci témoigne d'une certaine difficulté de la presse écrite à faire émerger un marché conséquent même si les statistiques montrent une croissance du marché des journaux en langues burkinabè de 1993 à nos jours. En effet, « 10 journaux ont augmenté leur tirage depuis leur création : 2 de 50 %, 1 de 80 %, 4 de 100 %, 1 de 150 %, 1 de 200 %. »

Quatre paramètres non maîtrisés expliquent en grande partie la faiblesse du marché des journaux en langues burkinabè : la distribution, les données sur le lectorat, les formats et l'ergonomie des journaux.

La distribution est caractérisée par une faible organisation du circuit et l'absence de professionnels véritables sur le segment. Les circuits de distribution existants engendrent des surcoûts que les recettes de vente ne permettent pas de couvrir. Les édi-

teurs ne disposent pas de données chiffrées sur les comportements des consommateurs, leurs besoins réels en information pour bâtir des *stratégies marketing* pertinentes. Il n'existe pratiquement pas de *fonction marketing* dans les structures d'administration des différents journaux ou à défaut des études commandées auprès de cabinets d'études marketing. Le non recours aux services des *marketeurs* est sans doute lié à l'indisponibilité de ressources financières propres à chaque journal pour assumer les charges afférentes. Faut-il pour autant s'en tenir à cet état de fait ?

Il faut imaginer des solutions appropriées et peu onéreuses pour collecter des données à même de permettre, après leur analyse, un repositionnement des produits répondant aux besoins et attentes des consommateurs des journaux en langues burkinabè sur les plans de la qualité, des contenus, des services et des prix. Une piste de minimisation des coûts des études marketing serait *l'utilisation mutualisée* des différents espaces médiatiques des journaux existants. Concrètement, il s'agit d'insérer des questionnaires fragmentés dans les différents journaux en sollicitant les lecteurs pour les remplir et les déposer auprès de structures déconcentrées ou décentralisées de l'État. L'acheminement des questionnaires remplis peut être assuré par des équipes des administrations déconcentrées ou décentralisées en mission dans la localité où se trouve le siège de chaque journal. Une enquête par téléphone peut aussi être envisagée avec les concours des opérateurs de téléphonie mobile tout en veillant au respect des droits autour de la vie privée.

Les formats des différents journaux présentent un dénominateur commun : une moyenne de douze (12) pages à chaque livraison. Nous considérons que ce volume est considérable car la page de journal revient à 10,41 F CFA en moyenne alors que les ressources financières d'un lecteur de journal en langue burkinabè sont très limitées. Le format à douze pages s'explique par la périodicité longue des journaux en langue burkinabè. En effet, tous les journaux en langue burkinabè sont au moins mensuels. Le volume d'information stockées sur un mois est tellement important et chaque article qu'on peut en tirer est tellement intéressant que les éditeurs tombent dans le piège de la "gourmandise" : ils veulent tout donner au lecteur, oubliant que le volume du journal influe sur son prix de vente. Il faut donc établir des normes strictes d'édition en limitant le nombre de rubriques et l'espace réservé à chaque rubrique pour ainsi éviter les surplus de coûts liés au non contrôle du volume-format des différents journaux. Aussi suggérons-nous la page imprimée du journal à 6,25 F CFA par simple réduction de format à six pages.

De l'accès à l'information

Le monolinguisme institutionnel burkinabè instaure de *facto* une scission en deux de la société burkinabè : le bloc des lettrés en langue française d'une part et le reste, c'est-à-dire les alphabétisés en langues burkinabè et les analphabètes. D'ailleurs, dans les discours, il n'est pas rare de constater une non distinction entre analphabètes et alphabétisés en langues burkinabè. Parler donc de presse écrite renvoie par défaut à la presse écrite en langue française, la seule langue reconnue par l'administration burkinabè. C'est le lieu ici de le dire : le monolinguisme institutionnel burkinabè est en soit un modèle d'exclusion sociale. Le choix de ce modèle est peut-être inconscient mais son effet est très prégnant : l'éducation, la formation, l'acte administratif citoyen et l'information deviennent inaccessibles à la très grande majorité des Burkinabè.

Le constat est clair : il existe un déni du droit à l'information, un droit naturel associé à tout citoyen burkinabè. Même si ce déni est latent et sans doute involontaire, il ne demeure pas moins un déni de droit du fait du monolinguisme institutionnel burkinabè. LAFOREST déclare dans une décision de justice historique suite à l'affaire dite Dagg : *« La loi en matière d'accès à l'information a [...] pour objet général de favoriser la démocratie, ce qu'elle fait de deux manières connexes. Elle aide à garantir, en premier lieu, que les citoyens possèdent l'information nécessaire pour participer utilement au processus démocratique, et, en second lieu, que les politiciens et bureaucrates demeurent comptables envers l'ensemble de la population. »* Il y a donc un gros enjeu autour des langues burkinabè pour l'enracinement de la démocratie au Burkina.

Rendre l'information accessible aux citoyens sans exclusion aucune est un acte conséquent de mise à contribution des forces de tous les citoyens burkinabè pour relever les multiples et divers défis de développement dans un pays comme le Burkina Faso. Or, il existe une exclusion linguistique de fait de la majorité des Burkinabè non francophones des sphères de l'information si l'on passe sous silence celles de l'éducation, de la formation formelles et l'enracinement de la démocratie dans les très jeunes démocraties comme celle du Burkina. Les statistiques et les termes qui suivent sont illustratifs : *« La réalité est [...] que la langue française est loin d'être parlée par la majorité de la population du Burkina. Après un demi-siècle d'utilisation exclusive du français, le pourcentage de locuteurs du français, calculé sur la base du taux des lettrés en français, serait de l'ordre de 16,81 %. Et lorsque l'on prend en compte le niveau de français, le taux de ceux qui maîtrisent vraiment le français (les "francophones confirmés") chute à 01,09 % selon les estimations d'une étude récente (Barrete et Yaro 2000) ».*

Par ailleurs, dans les milieux des lettrés en langue française, parler de la presse écrite revient à parler exclusivement de la presse d'expression française ; c'est à peine si l'on est au fait de l'existence de la presse écrite en langues burkinabè. Toutes ces considérations justifient la création de l'AEPJLN en 1993. Cette structure associa-

tive centre son action sur le soutien des éditeurs et publicateurs de journaux en langues burkinabè depuis sa création. Ce soutien s'exprime à travers les objectifs et actions connexes suivants de l'AEPJLN :

1. Promouvoir les journaux en langues nationales par :
 - le renforcement quantitatif et qualitatif des journaux existants,
 - la conquête d'un lectorat toujours plus large,
 - la promotion des langues nationales.
2. Défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres par :
 - une protection juridique ;
 - la valorisation des journalistes écrivant en langues nationales.
3. Appuyer la post-alphabétisation par :
 - la vulgarisation des codes orthographiques des règles de transcription des langues nationales,
 - la stimulation de l'expression écrite,
 - la formation continue du lectorat.
4. Créer, entretenir et développer des rapports de confraternité avec les autres organes de presse.

Le contexte technologique du Burkina Faso

« Aujourd'hui, l'Afrique connaît le développement de l'utilisation du portable le plus rapide au monde. L'Internet mobile a une croissance fulgurante.[...] Le continent est l'un des rares à éprouver une augmentation régulière de ses lecteurs de presse ». Cette augmentation singulière des lecteurs de presse en Afrique illustre un changement de mentalité des Africains qui, sur une base structurelle, avaient toujours le réflexe d'adopter l'oralité plutôt que l'écrit comme l'a si bien relevé BATIANA A. (2000) en ces termes : « l'oralité est un trait caractéristique des Africains d'une façon générale. En effet, savoir lire en Afrique ne signifie pas toujours qu'on lit. »

A l'image de toute cette Afrique qui s'ouvre aux TIC de façon exponentielle, le Burkina Faso présentait en 2010 les données suivantes sur les TIC :

Utilisateurs de téléphones portables	Taux de pénétration du téléphone portable	Utilisateurs de réseaux terrestres	Taux de pénétration des réseaux terrestres	Utilisateurs d'Internet	Taux de pénétration d'Internet
9 976105	59,45%	141 358	0,84%	178 100	3,27 %

Source : ARCEP (Rapport 2012).

L'on note que le taux de pénétration d'Internet dépasse celui du téléphone fixe alors que cette technologie est très récente au Burkina et le choix de l'ordinateur comme terminal pour les utilisateurs. Or, l'on oublie très facilement dans les choix stratégiques que le téléphone fait partie des TIC et que surtout, c'est le terminal multimédia plébiscité par tous les publics sur tous les contenus. Les prix des téléphones portables deviennent de plus en plus abordables d'une part et les systèmes d'exploitation développés et embarqués dans les téléphones portables les rendent de plus en plus performants pour le *triple play*. Les technologies Wifi sont intégrées par défaut dans les nouvelles générations de portables si bien qu'un téléphone portable aujourd'hui est un outil permettant la connexion à Internet au même titre que l'ordinateur. La réalité est qu'aujourd'hui, l'on assiste à l'émergence du phénomène de la *mobilité* qui s'entend comme une permanence de lien entre une personne en mouvement et ses réseaux sociaux et professionnels. Ce phénomène de la société de l'information a émergé grâce surtout aux téléphones portables qui sont devenus de véritables terminaux Internet fiables et ultra mobiles. Les téléphones portables sont donc de véritables terminaux Internet plébiscités partout dans le monde et leur prix baissent et les rend de plus en plus accessibles. Reste les questions de leur interface linguistique et de la connectivité des communes rurales et semi-urbaines burkinabè.

Le groupe de recherche-développement de *Rhizomes Consulting* vient d'implémenter avec succès un clavier spécial pour la langue *moore* sur un *androphone*. Le modèle de téléphone portable retenu pour l'expérimentation est relativement bon marché avec une technologie Wifi très stable et donc fiable. En plus le système d'exploitation est libre et supporte Unicode, permettant ainsi une localisation, c'est-à-dire une adaptation du téléphone aux normes linguistiques voulues. Les alphabétisés en langue moore peuvent donc à loisir écrire ou lire des SMS, rédiger, envoyer ou recevoir des mails et utiliser le bloc-notes... Techniquement parlant, la question de la localisation ou adaptation linguistique des outils TIC est résolue. L'on peut concevoir des claviers pour autant de langues que l'on souhaite.

Pour ce qui est de la question de la connectivité des communes burkinabè, rurales comme urbaines, il existe aujourd'hui une solution moins onéreuse : le PWCS mise au point par un Africain, le Dr Victor K. AGBEGNENOU. Ce système est multi-sources en termes d'énergie et réseaux Internet (énergies solaire, éolienne et électricité, réseaux satellite, hertzien, ADSL et RTC). La technologie PWCS est de type sans fil et présente donc l'avantage d'être stable et permet de faire l'économie sur les déploiements filaires fastidieux, longs et très coûteux. La souplesse du PWCS permet à des personnes au sein de toute communauté de se positionner comme des sous-fournisseurs d'accès Internet et permettre ainsi un *arrosage* de leur commune par Internet.

Il existe donc aujourd'hui des solutions technologiques à même de réduire considérablement et très rapidement le déficit numérique du Burkina Faso et de permettre une installation de la presse écrite en langues burkinabè sur le Web : la technologie PWCS et les téléphones portables avec Wifi intégré et des interfaces linguistiques appropriés aux contextes ruraux burkinabè où se vend l'essentiel des journaux écrits en langues burkinabè. Les avantages d'une installation de la presse en langues burkinabè sur le Web sont multiples : la distribution par Internet permet de se passer des logistiques lourdes, peu fiables et coûteuses. Elle permet également de réduire, voire éliminer les intermédiaires de la chaîne de distribution qui étaient nécessaires pour la distribution des journaux traditionnels et, par conséquent, de faire baisser de *facto* les coûts de la distribution. À titre d'exemple, pour permettre la vente des journaux dans un large périmètre, cela nécessite des coûts de transport élevés par rapport à la valeur des journaux. Par exemple, pour expédier un lot de 10 journaux par les bons soins d'un transporteur public, cela coûte 1 500 FCFA. Pour le cas d'un exemplaire de journal vendu à 125 FCFA, le coût d'expédition de dix journaux dépasse donc celui de toute la marchandise. L'on doit ajouter à tout cela 1500 FCFA comme charges d'envoi des recettes depuis le lieu de vente. Ces différentes charges ne peuvent être répercutées sur le prix de vente car les journaux seraient alors hors de prix pour les clients qui sont majoritairement des ruraux avec des revenus modestes.

Internet et les TIC permettent d'annuler les effets de l'espace et du temps et assurent la permanence de l'information et un accès en temps convenable au client. Cette forme de souplesse est hautement appréciée par tout client internaute. L'instantanéité et l'interactivité des supports et des contenus numériques permettent à des lecteurs de tisser des liens, de partager des points de vue et des bonnes pratiques. C'est l'absence de possibilité d'intégrer un réseau social de lecteurs, de partager avec les autres qui caractérise les médias traditionnels qui rend la lecture peu attractive pour les Africains et que BATIANA A. (2000 : 98) relève en ces termes : « *quand on lit on est seul, on ne communique pas avec les autres* ».

Dispositif pour une presse en ligne en langues burkinabè

Mise au point

Des efforts sont déployés par les acteurs de la communication pour porter l'information aux citoyens burkinabè. Toutefois, il existe de multiples et divers facteurs limitant l'accès à l'information :

- la presse disponible sur le Web est exclusivement en langue française ;
- l'édition sur support papier implique un long processus de fabrication avec de multiples charges : papier, intrants de tirage, main-d'œuvre pliage, agrafage, enlèvement-transport de stock...
- l'absence de professionnalisme de beaucoup d'acteurs de la distribution rend le circuit aléatoire, ce qui n'est pas sans coûts supplémentaires et désagréments à supporter par les clients ;
- les moyens logistiques retenus font que les coûts de distribution sont plus élevés que les coûts de fabrication d'un journal ;
- la multiplicité des intermédiaires dans les circuits de distribution entraîne des surcouts que le client doit forcément supporter.

Tous ces facteurs rendent l'information inaccessible à la majorité des Burkinabè en termes de coûts, de disponibilité. Or, comme le note Pierre Elliott Trudeau, « *le progrès de la démocratie exige la disponibilité d'une information véridique et complète, qui permette aux citoyens de juger en connaissance de cause les politiques gouvernementales ; autrement, c'est le règne de l'autocratie obscurantiste* ». Il faut donc imaginer des nouvelles stratégies et moyens à même de rendre l'information sur la cité disponible et accessible à tout citoyen sans aucune discrimination, notamment linguistique.

Pour intégrer le citoyen burkinabè dans la société de l'information, la solution proposée ici est l'installation des journaux écrits en langues burkinabè sur le Web. Autrement dit, il faut développer une presse en ligne et en langues burkinabè en prenant soin de créer une cellule de Web-rédaction au sein de chaque journal afin d'éviter de proposer des contenus inappropriés au Web. Bien entendu, cette solution pose un certain nombre de questions qui sont en réalité des défis à relever. L'objectif n'est pas d'être exhaustif mais de poser ici les questions jugées essentielles et qui sont les suivantes :

- existe-t-il un marché de la presse écrite en langues burkinabè ?
- le taux de pénétration des TIC permet-il une installation des journaux en langues burkinabè sur le Web ?
- quels sont les avantages d'une installation de la presse écrite en langues burkinabè sur le Web ?
- quel modèle économique pour la presse écrite en langues burkinabè ?

- quel dispositif technologique pour une presse en ligne et en langues burkinabè ?

Du marché de la presse écrite en langue burkinabè

Le marché des seize journaux actifs est constitué majoritairement des habitants des bassins de vie ruraux. Les habitants de ces zones rurales ont des revenus très modestes de façon générale. Toutefois, il faut se garder d'identifier tout habitant de zone rurale comme étant forcément un pauvre. L'on sait que des institutions de microfinance comme le Réseau des Caisses Populaires, la Première Agence de Microfinance et la Caisse des Producteurs se portent bien grâce aux opérations financières des ruraux et du secteur informel alors que les banques classiques ont exclu ces mêmes acteurs de leurs publics cibles vu qu'ils sont, dit-on, pauvres. Il faut donc se garder de tirer des conclusions hâtives.

En plus et selon les statistiques fournies par l'AEPJLN, dix (10) journaux en langues burkinabè ont augmenté leur tirage depuis leur création et les taux d'augmentation du tirage vont 50 % à 200 %. Autrement dit, 62,5 % des journaux en langues burkinabè ont accru leur part de marché depuis leur création. Ces statistiques mises ensemble constituent un indicateur d'existence d'un marché pour les journaux écrits et en langues burkinabè. Notons au passage que deux (2) journaux ont divisé leur tirage par deux suite à la crise ivoirienne. En effet, un bon nombre de journaux étaient achetés par la diaspora burkinabè en Côte d'Ivoire. Avec la crise ivoirienne, la distribution des journaux auprès de ce lectorat de la diaspora burkinabè était devenue impossible. L'on espère une activation du marché ivoirien après la normalisation de la situation ivoirienne. L'exception confirme donc la règle.

Par ailleurs, les efforts conjugués des pouvoirs publics et les différents opérateurs en alphabétisation ont permis au Burkina de produire 818 676 alphabétisés entre 2001 et 2010. En ne prenant pas en compte un éventuel taux de croissance annuel du nombre d'alphabétisés et en divisant ce total des alphabétisés par dix, soit le nombre d'années, l'obtient une moyenne de 81 867,6 alphabétisés par ans. Sur ces bases donc, l'on estime à au moins un doublement des déclarés alphabétisés, soit 1 637 352 personnes d'ici 2020. Chaque année, le Burkina compte au moins 81 867 personnes déclarées alphabétisées. L'on sait que l'offre de contenus à lire est très faible alors que les alphabétisés déclarent déplorer depuis toujours cette faiblesse de l'offre de lecture. Une offre de contenus des journaux en langues burkinabè et leur diffusion à des tarifs étudiés est donc ce que ces derniers attendent. L'on peut alors dire qu'il existe un gisement important en termes de marché pour les journaux en langues burkinabè.

Quel modèle économique pour la presse écrite en langues burkinabè ?

Nous recommandons la création d'un groupe de presse. Ce groupe de presse produira les journaux qui seront mis à disposition des clients sous forme de bouquets. Un service SMS se chargera d'annoncer aux abonnés les contenus des livraisons de chaque journal un jour avant leur mise en ligne. Si ce service SMS est gratuit car entrant dans une stratégie marketing, l'accès aux pages Web d'un journal sera payant. Seulement, nous proposons un paiement par abonnement à des bouquets et non par journal. Le choix des bouquets se fait par le client internaute. L'abonnement à chaque bouquet pourrait se faire à 1\$ US par mois. Le modèle payant est adopté ici compte tenu du fait que toutes les expériences d'accès gratuit ont connu des échecs. Seul le modèle payant est soutenable. L'aspect social des produits et services d'Internet et du Web se résume aux liens développés par les internautes et qui aboutissent à la formation des réseaux sociaux de la société de l'information.

Du dispositif technologique pour la presse en ligne et en langues burkinabè

L'objectif ici est d'adopter des solutions technologiques et de les intégrer de sorte qu'elles constituent un dispositif cohérent et opérationnel facilitant la fois la distribution et la vente des journaux en langues burkinabè. Ce dispositif doit aussi permettre d'amoinrir les charges de production et de diffusion tout en augmentant les possibilités d'accès aux journaux. Aussi, s'attend-on à un accroissement du marché de la presse écrite en langues burkinabè après déploiement du dispositif.

La première composante du dispositif est un terminal smartphone avec une technologie Wifi et un système d'exploitation ANDROID embarqués. Le système d'exploitation ANDROID est ouvert et gratuit, d'où le fait qu'il soit retenu. Un téléphone de la gamme des smartphones est approprié pour la gestion du multilinguisme tant du point de vue de l'utilisateur que de l'opérateur de téléphonie mobile. En effet, un smartphone permet à son utilisateur de le configurer aisément suivant ses besoins. Par ailleurs, en entrée de gamme, le prix d'acquisition d'un smartphone se situe entre 60 et 75 dollars US, le cours actuel des téléphones que les Burkinabè achètent volontiers actuellement. Une autre justification du choix du smartphone est qu'il est un terminal multimédia dont la *localisation* n'induit pas des coûts supplémentaires liés à la construction de composantes physiques spécifiques comme le clavier par exemple. La constante de tout projet de localisation est la langue des communautés comme le souligne Don OSBORN : « *In practical terms, the key consideration in localisation is invariably language* ». La localisation est un concept en informatique qui désigne toute activité de développement d'un mode de mise à disposition d'outils logiciels et d'accès aux contenus numériques de sorte à faire des TIC une composante assimilable par les communautés cible. Selon Marcel DIKI-KIDIRI (2007), dans un projet de localisation d'un logiciel, les parties cible sont « *les menus*

(déroulants, fixes, flottants ou contextuels), les boîtes de dialogues, les notifications, les informations d'aide en ligne, les boutons et commandes de navigation, les graphismes (logos, drapeaux, armoiries, illustrations, apparence du site, ou skin en anglais et design), les unités de mesure (distance, poids, volume, temps, monnaie, densité, etc., à convertir en fonction des normes régionales), les tutoriels et la documentation (manuels d'installation, d'utilisation, et de référence). L'objectif de la localisation est bien évidemment de permettre à l'utilisateur de travailler dans un environnement informatique qui lui est culturellement et linguistiquement familier et donc facile à maîtriser. En conséquence, sa langue devient une langue de travail des technologies de l'information et de la communication. »

Sur la base du clavier virtuel *moore* qui est le résultat d'un projet test de localisation mené tout récemment avec succès, l'interface d'accès aux fonctionnalités sur le téléphone portable doit faire l'objet d'une localisation afin de permettre une prise en main aisée du terminal par l'utilisateur lettré en langue burkinabè. Il en est de même pour le navigateur Internet sur le portable, voire de Firefox pour les autres types de terminaux.

La deuxième composante du dispositif est un réseau d'extranets ou de micro-fournisseurs d'accès Internet reliés à Internet sans fil grâce à la solution PWCS retenue pour arroser les terminaux à l'intérieur de chaque commune burkinabè rurale, semi-urbaine ou urbaine. La solution technologique PWCS est la moins onéreuse tant en termes de coût d'acquisition qu'en termes de déploiement et de maintenance et permet de solutionner l'épineuse question du dernier kilomètre dont parlent et redoutent tant les fournisseurs d'accès Internet. En plus, un des éléments de la souplesse de la technologie PWCS réside dans son alimentation multi-sources et son faible taux d'encombrement et l'absence d'effets d'intégration contrairement aux technologies filaires qui nécessite des entailles dans les murs ou des goulottes décorant maladroitement les murs des lieux de travail ou les domiciles. Il existe un concessionnaire de la technologie PWCS au Burkina Faso et cela constitue un avantage certain dans l'acquisition et le déploiement des équipements. Tous ces paramètres et facteurs justifient le choix de la technologie PWCS.

La troisième composante est un studio de rédaction avec des outils d'édition numérique mis à la disposition d'un groupe de presse constitué. Ce studio de rédaction des journaux héberge un serveur qui met les journaux en ligne et gère les requêtes d'achat des clients, les flux des transferts de contenus grâce un robot embarqué. Ce serveur peut être synchronisé avec un serveur d'un opérateur de téléphonie mobile pour les clients sans toutefois qu'il y ait des restrictions d'accès pour les clients des autres opérateurs de téléphonie. La création d'un groupe de presse répond à l'exigence de produire des contenus adaptés au Web. Un groupe de presse est plus à même de produire des contenus diversifiés avec des périodicités permettant de satisfaire les exigences des clients de la presse en ligne. En d'autres termes, l'offre du groupe de presse en ligne et en langues burkinabè devrait évoluer et passer des journaux à périodicité longue (mensuels, trimestriels et semestriels) à de journaux à périodicité courte (biquotidiens, quotidiens, hebdomadaires).

Conclusion

L'analyse de la situation de la presse écrite en langues burkinabè fait ressortir que même s'il existe un lectorat, et un gisement de marché très important, les facteurs de production et surtout de la distribution rendent les prix de revient très élevés. Ces prix à la vente ne pouvant être pratiqués, c'est à coups de subventions que les journaux sont vendus à leur juste prix aux clients. Ceci indique clairement que les journaux en langues burkinabè manquent de durabilité intrinsèque et risquent à chaque instant de cesser d'exister si pour une raison ou une autre les subventions venaient à faire défaut.

La solution proposée est un ensemble de technologies intégrées de sorte qu'elles constituent un dispositif cohérent et opérationnel qui facilite non seulement la distribution et la vente des journaux en langues burkinabè mais permet aussi d'amoinrir les charges de production et de diffusion tout en augmentant les possibilités d'accès aux journaux le développement du marché de la presse écrite en langues burkinabè. Les éléments les plus significatifs du dispositif sont :

1) Le terminal

C'est un téléphone intelligent ou smartphone avec du Wifi et un système d'exploitation ANDROID embarqué. Ce téléphone portable de prix abordable doit permettre une gestion du multilinguisme burkinabè. En d'autres termes, chaque client de journal en langues burkinabè doit pouvoir choisir sur son terminal la langue de son choix.

2) L'architecture réseau

Il s'agit d'un système distribué à trois composantes intégrées : un fournisseur d'accès Internet national fournit une connexion Internet à un opérateur d'accès Internet de zone. Cet opérateur de zone redistribue l'accès Internet à de micro-opérateurs de commune, de village ou de quartier grâce à la solution PWCS moins onéreuse tant en termes de coût d'acquisition qu'en termes de déploiement et de maintenance. Ainsi, l'on trouve la solution à l'épineuse question du dernier kilomètre dont parlent et redoutent tant les fournisseurs d'accès Internet.

3) Un groupe de presse en ligne et en langues burkinabè

Ce groupe de presse constitué doit travailler à mettre en place une presse en ligne et en langues burkinabè répondant aux exigences d'une véritable presse en ligne. Les principales exigences d'une presse en ligne sont entre autres la courte périodicité des journaux, la diversité et la pluralité des contenus.

Références bibliographiques

- AEPJLN <<http://www.aepjln.org/content/view/3/4/>>. En ligne. Consulté le 2 décembre 2011.
- AEPJLN <<http://www.aepjln.org/content/view/3/4/#succ%C3%A8s>>. En ligne. Consulté le 2 décembre 2011.
- ARCEP <<http://www.arce.bf/spip.php?article286>>. En ligne, consulté le 10 septembre 2013.
- AGBEGNENOU V. K. A., 2011. Le PWCS. KA-film_appli stand.PPT.
- BATIANA A., 2000. Des maux au malaise des langues nationales en Afrique. In *Mélanges en l'honneur du Professeur Bakary Coulibaly*. Cahiers du CERLESHS 2^e Numéro spécial, Presses Universitaires de Ouagadougou, 281 pages.
- DIKI-KIDIRI M., 2007. Comment assurer la présence d'une langue dans le cyberspace ? Paris. UNESCO. 80 pages.
- KEDREBEOGO G., 2007. Critères de choix de langues pour l'enseignement au Burkina Faso. Science et technique. Vol. 25, n°1. CNRST, 200 pages.
- Lafores. <http://www.righttoknow.ca/fr/Content/what_is_it.asp>. En ligne. Consulté le 04 décembre 2011.
- Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. Direction des Études Statistiques et de la Planification (2011). Tableau de bord de l'éducation non formel. MS.
- NIKIEMAN., 2005. Les langues nationales dans l'administration pour la bonne gouvernance et la participation démocratique. In *Actes du 5^e Colloque inter-universitaire sur la coexistence des langues en Afrique de l'Ouest*. CERLESHS. 5^e Numéro spécial, Presses Universitaires de Ouagadougou, 422 pages.
- DON OSBORN, 2007. African Languages in a Digital Age. <www.hsrapress.ac.za>. En ligne. Consulté le 5 décembre 2011.
- Pew Research Center, 2011. Internet Gains on Television as Public's Main News Source. <<http://www.people-press.org/category/publications/2011/page/9/>> En ligne. Consulté le 10 septembre 2013.
- Pierre Elliott Trudeau (s.d.) <http://www.righttoknow.ca/fr/Content/about_right_to_know.asp>. En ligne. Consulté le 06 décembre 2011.
- World Association of Newspapers and News Publishers & African Media Initiative (2011: 9). Les services médias mobiles des journaux de l'Afrique subsaharienne : Guide pour la mise en application de l'information et du business mobiles. <www.wanifra.org/worldpresstrends2010>. En ligne. Consulté le 24 décembre 2011.